



PLAN HÔPITAL

NOTRE SANTÉ EST EN DANGER

Le pire est à craindre

La situation dramatique des hôpitaux entraîne une multitude de mobilisations de personnels, d'élus.e.s, d'usagers.e.s. La recherche de rentabilité est à l'origine d'une grande souffrance tant des personnels, jusqu'au suicide, que des malades, allant à des surmortalités.

STOP aux regroupements hospitaliers, STOP à la privatisation de la santé, STOP aux parkings payants, STOP à l'organisation de la pénurie

Avec cynisme, le gouvernement s'apprête à planifier une baisse supplémentaire de 1,2 milliard d'euros sur cinq ans sur la masse salariale. C'est là le vrai visage de ce gouvernement qui entend ainsi « réformer l'hôpital en profondeur ».

Le personnel des hôpitaux est malade de ne pouvoir prendre en charge correctement les patients.e.s, malade des injonctions contradictoires, malade de la recherche éhontée de la rentabilité par les directions.

Selon les chiffres syndicaux, il manque du personnel dans les hôpitaux, autant dans les EHPAD. Les agents contractuels représentent 20% des emplois de la fonction publique hospitalière (environ 200 000 personnes). Le recours à l'externalisation de tâches se développe de plus en plus.

L'hôpital de l'avenir doit faire face au progrès technique, à la transition épidémiologique, sortir de ses murs. à l'opposé des délégations de tâches sur protocoles déshumanisants au seul but d'économies, il faut redéfinir les compétences et les statuts de chaque corps professionnel, en créer de nouveaux en faisant fi des corporatismes et dominations. La promotion sociale fait partie des réponses à l'urgence du manque de professionnels.

Les rémunérations doivent être revues en fonction des diplômes et responsabilités. Cela suppose un immense plan de formation.

Un vaste plan de développement des formations des personnels médicaux et paramédicaux est nécessaire. Celui-ci doit s'inscrire dans **la suppression du numerus clausus** et avec l'exigence de moyens pour l'accueil des futurs étudiants dans de bonnes conditions à l'université et en stages tant en personnels universitaires qu'en moyens financiers et stages. Le développement d'une **sécurité d'emploi et de formation** doit permettre l'adaptation aux modifications techniques et la promotion sociale des personnels.



L'urgence de L'urgence : 100 000 emplois

Le PCF exige tout de suite :

La création d'emplois et formations

Il y a urgence à mettre en place un plan de création de 100 000 emplois et la titularisation de tous les contractuels dans les hôpitaux.

Dès la rentrée 2018, il faut une augmentation de tous les quotas de formation et du numerus clausus.

Parallèlement, Il faut mettre un terme à la souffrance à l'hôpital des personnels et des malades, en redéfinissant de nouveaux critères de conditions de travail et de vie à l'hôpital et en donnant **un vrai pouvoir aux instances de représentation du personnel.**

Un moratoire sur toutes les fermetures de services, regroupements de SMUR, vente de biens fonciers et immobiliers, suppressions de lits, réorganisations, restructurations et partenariats public/privé.

Le desserrement de la contrainte financière avec un collectif budgétaire sur la loi de financement de la sécurité sociale 2018 augmentant les recettes : 2 Mds pris sur les 5 Mds de recettes publiques supplémentaires et une cotisation exceptionnelle de 5% sur les dividendes et charges d'intérêt reçus par les entreprises et banques. **Et aussi :**

- le gel du remboursement des emprunts ;
- le remboursement aux hôpitaux de la taxe sur les salaires et de la TVA ;
- la renégociation des tarifs des médicaments et l'abandon de la réserve prudentielle sur l'ONDAM.

Un plan d'investissements tant immobiliers que mobiliers mais aussi en moyens techniques, scientifiques, numériques et médicaux.

PCF77 J'adhère

<http://seine-et-marne.pcf.fr/adhesion.php> - pcf.fede77@free.fr - 01.64.79.75.10
PCF77 - 264 rue de la Justice - Vaux le Penil BP 10118 - 77004 Melun cedex